



Paris, le 1^{er} novembre 2020

Communiqué de presse de la FSU Ile-de-France Rentrée du 2 novembre à Conflans-Sainte-Honorine

La FSU Ile-de-France tient à dénoncer la visite du premier ministre et du ministre de l'Éducation Nationale au collège du Bois d'aulne et à l'école des Hauts de Conflans concernés par le meurtre de Samuel Paty.

En effet, ce gouvernement a refusé d'engager un dialogue constructif avec les organisations syndicales représentatives pour construire un accueil le 2 novembre dans les établissements scolaires, permettant à la communauté éducative de prendre la mesure de ce qui s'est passé et respectant la très grande émotion des personnels.

- Les établissements scolaires comme les collègues n'ont pas besoin de la visite de personnalités dans la perspective des journées télévisées. Ils ont besoin d'être écoutés et entendus.
- Ils ont besoin des moyens pour assurer leurs missions dans un contexte de plus en plus difficile.
- Ils ont besoin d'être protégés par leur ministre autrement qu'au travers de numéros verts, de campagne de communication et de dispositifs sans lendemains.
- Ils ont besoin de temps pour réaliser une rentrée qui est tout sauf normale depuis le mois de septembre.
- Ils ne supportent plus les injonctions de leur ministre à imposer un calendrier de réforme démentiel dans le contexte actuel.

Il y a longtemps que la réalité n'est plus la boussole du pilotage de l'Éducation Nationale. Seuls comptent les tropismes gouvernementaux qui épuisent les personnels.

La FSU Ile-de-France appelle tous les personnels qui sont écœurés par cette utilisation médiatique à se réunir et à se mobiliser. Elle demande au ministre de garder le dispositif initial et d'en finir avec la cacophonie incessante de la rue de Grenelle. Elle appelle les enseignant-es à rendre hommage à Samuel Paty selon les modalités qu'ils et elles auront arrêtées collectivement. Au cas où cette possibilité leur serait refusée, la FSU Ile-de-France les appelle à user de leur droit de grève et se réunir dans les écoles et établissements et de faire de la semaine à venir un levier pour contrer la politique délétère menée au sein de l'Education Nationale, comme dans l'ensemble des Services publics et pour dénoncer le mépris affiché de ce gouvernement envers ses agents.

